

Publié le 24 octobre 2024

L'augmentation contrastée des investissements des collectivités territoriales sur le dernier mandat selon l'OFGL

Dans le cadre de sa mission de collecte, d'analyse et de partage d'informations, l'Observatoire des Finances et de la Gestion publique Locales (OFGL), dont la FedEpl est membre du comité scientifique et technique, a examiné dans la dernière édition de sa collection « Cap sur » l'ampleur des investissements publics locaux actuels.



Lire aussi

[Finances publiques locales : une amélioration globale qui masque des disparités entre échelons selon l'AFL et l'OFGL](#)

Les collectivités territoriales ont pris des engagements forts en matière d'investissements sur la dernière séquence. Mais ces derniers s'observent dans la continuité du sursaut opéré depuis 2020 par rapport au mandat précédent. En effet, les pressions croissantes sur les finances locales ne permettent pas de retrouver les niveaux des périodes antérieures en dépit des impératifs, notamment en matière de lutte contre le réchauffement climatique.

D'importants investissements de la part des collectivités sur la période électorale actuelle

Selon l'Observatoire des Finances et de la gestion publique locales (OFGL), **les investissements des administrations publiques locales, dont font partie les collectivités territoriales, atteindraient des niveaux records sur le cycle 2020-2025.** A prix et population comparable, ils s'élèveraient à 382 milliards d'euros, représentant une hausse de 50 milliards d'euros en 6 ans et une évolution de 15 % par rapport au cycle électoral précédent. Ces investissements sont révélateurs d'un engagement fort des collectivités territoriales au service du maintien ou du développement de services publics locaux performants.

Mais des investissements freinés par la pression croissante

s'exerçant sur les finances locales

Lire aussi

Note de conjoncture de la Banque postale : les collectivités locales poursuivent leurs efforts d'investissement

Malgré une progression sur six ans, les investissements de la période actuelle ne retrouvent pas les niveaux des périodes précédentes pour toutes les typologies d'acteurs. Les hypothèses formulées par l'OFGL sont en effet établies en incluant les Organismes divers d'administration locale (ODAL) qui sont des établissements spécifiques, portant des investissements colossaux à l'instar de ceux réalisés par la Société de livraison des ouvrages olympiques (Solideo) dans la perspective des Jeux Olympiques et Paralympiques.

Sur le périmètre des seules collectivités territoriales, les dépenses d'équipements atteignent certes 279 milliards d'euros, soit une progression à 9% par rapport à la période 2014-2019. **Mais à prix et population constants, les niveaux d'investissements ne seraient pas si importants et resteraient en-deçà de ceux des périodes 2001-2007 et 2008-2013.** Et ce, même en supposant un maintien du rythme en 2024 et 2025 comme attendu en fin de cycle électoral.

Le rôle contracyclique des Epl dans un contexte de pression sur les finances locales

Dans un contexte marqué par l'effort de 5 milliards d'euros demandé aux collectivités territoriales, les Entreprises publiques locales (Epl), Sem, Spl comme SemOp, devraient continuer à assurer leur rôle d'investisseur contracyclique. Selon l'[Eplscope 2024](#), le baromètre de l'économie mixte locale, 48% des dirigeants de ces sociétés anticipent une progression du montant de leurs investissements en 2024, et 30% comptent maintenir leurs efforts pour le développement des territoires.

La progression des investissements des Epl est bienvenue, en raison de la réduction des capacités d'autofinancement des collectivités territoriales. **Mais elle sera insuffisante et limitée dans le temps, alors que les besoins en investissement dans le domaine de la transition environnementale sont nombreux.**

[Télécharger la dernière édition de la collection « Cap sur » de l'OFGL](#)